



**Rubrique:** Communications d'entreprises  
**Sous-rubrique:** Invitation à l'assemblée générale  
**Date de publication:** SHAB 24.05.2023  
**Date de fin de visibilité prévue:** 24.05.2024  
**Numéro de publication:** UP04-0000005301

**Entité de publication**  
Gantey SA, Rue Pedro-Meylan 1, 1208 Genève  
**Sur mandat de:**  
GeNeuro SA  
chemin du Pré-Fleuri 3  
1228 Plan-les-Ouates

## Invitation à l'assemblée générale ordinaire de GeNeuro SA

**Organisation concernée:**  
GeNeuro SA  
CHE-112.754.833  
chemin du Pré-Fleuri 3  
1228 Plan-les-Ouates

**Indications concernant l'assemblée générale:**  
14.06.2023, 15:00 heures, Siège de GeNeuro SA, chemin du Pré-Fleuri 3, 1228 Plan-les-Ouates, Genève – Suisse

**Texte d'invitation/ordre du jour:**

L'Assemblée générale ordinaire de GeNeuro SA aura lieu le mercredi 14 juin 2023, à 15h00, au siège de la société, chemin du Pré-Fleuri 3, 1228 Plan-les-Ouates, Genève – Suisse.

*Ordre du jour:*

1. Approbation du rapport de gestion de l'exercice 2022
2. Emploi du résultat du bilan
3. Affectation des réserves
4. Informations concernant la perte de capital et discussion des mesures d'assainissement
5. Décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction
6. Rémunération
- 6.1 Vote consultatif sur le Rapport de rémunération

## 6.2 Approbations annuelles

6.2.1 Vote sur la rémunération maximale globale des membres du Conseil d'administration de l'Assemblée générale ordinaire 2023 à l'Assemblée générale ordinaire 2024

6.2.2 Vote sur la rémunération maximale globale des membres de la Direction pour l'exercice 2024

(a) Rémunération fixe

(b) Rémunération variable

7. Réélection des membres du Conseil d'administration

8. Réélection du Président du Conseil d'administration

9. Election et Réélection des membres du Comité de Rémunération

10. Réélection de l'organe de révision

11. Réélection du Représentant Indépendant

12. Modification partielle des Statuts

12.1 Marge de fluctuation du capital (art. 5bis, modifié)

12.2 Compétences inaliénables de l'Assemblée Générale (art. 9, modifié)

12.3 Lieu de réunion (art. 12bis, nouveau)

12.4 Recours aux médias électroniques (art. 12ter, nouveau)

12.5 Représentation (art. 15 al. 1, modifié)

12.6 Représentant indépendant (art. 16, nouvel al. 4, actuel al. 4 modifié et devient al. 5)

12.7 Décisions de l'Assemblée générale (art. 19 al. 1 et 2, modifié)

12.8 Procès-verbal, décision par approbation écrite ou sous forme électronique du Conseil d'administration (art. 25 al. 3, modifié)

L'ordre du jour détaillé et les informations utiles pour voter à cette Assemblée générale figurent sur le PDF ci-annexé (convocation bilingue français/anglais).

Au nom du Conseil d'administration de GeNeuro SA,

Jesús Martin-Garcia

Administrateur président.



<b>INVITATION A L'ASSEMBLEE GENERALE 2023 DE GENEURO SA</b>	<b>INVITATION TO THE 2023 ORDINARY GENERAL MEETING OF GENEURO SA</b>
<p>L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société aura lieu le <b>mercredi 14 juin 2023, à 15:00 au siège de la Société,</b> Chemin du Pré-Fleuri 3, CH-1228 Plan-les-Ouates, Genève, Suisse.</p>	<p>The Company's Ordinary General Meeting will be held on <b>Wednesday June 14, 2023, at 15:00 at the Company's head office,</b> Chemin du Pré-Fleuri 3, CH-1228 Plan-les-Ouates, Geneva, Switzerland.</p>
<b>ORDRE DU JOUR</b>	<b>AGENDA</b>
<p><b>1 Approbation du rapport de gestion de l'exercice 2022</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose d'approuver les comptes annuels, les comptes consolidés et le rapport annuel de l'exercice 2022.</p> <p><i>Explication : Le rapport annuel de l'exercice 2022 (en anglais) comprend les comptes de groupe et les comptes statutaires, établis selon les normes IFRS, tous deux inclus dans le Document Universel d'Enregistrement 2022 de la Société aux pages 146-185 et 196-212. Le Conseil d'administration est tenu, de par la loi, de soumettre chaque année, les comptes annuels et les comptes consolidés, à l'assemblée générale pour approbation.</i> <i>L'organe de révision, PricewaterhouseCoopers SA, succursale de Genève, a revu les comptes annuels et les comptes consolidés de GeNeuro SA et n'a pas d'ajouts à faire à la teneur de son rapport.</i></p>	<p><b>1 Approval of the 2022 Annual Report</b></p> <p>The Board of Directors proposes to approve the 2022 annual financial statements, group consolidated financial statements and annual report.</p> <p><i>Explanation: The 2022 Annual Report (in English) is comprised of the IFRS Consolidated Financial Statements and the Statutory Financial Statements, both included within the Company's 2022 Universal Registration Document in pages 146-185 and 196-212. The Board of Directors is required by law to submit each year the annual financial statements and the group consolidated financial statements, to the General Meeting for approval.</i> <i>The auditor PricewaterhouseCoopers SA, Geneva branch, has audited the financial statements and the group consolidated financial statements of the GeNeuro SA and has nothing to add to the audit reports.</i></p>
<p><b>2 Emploi du résultat du bilan</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de reporter à nouveau la perte de EUR 72'526'716 résultant du bilan.</p> <p><i>Explication: Conformément au droit suisse et aux Statuts, l'Assemblée Générale est compétente pour décider de l'emploi du résultat du bilan. Le report à nouveau de la perte tient compte du stade de développement actuel de la Société et correspond à la pratique de ces dernières années.</i></p>	<p><b>2 Appropriation of Balance Sheet Results</b></p> <p>The Board of Directors proposes to carry forward the balance sheet loss of EUR 72'526'716.</p> <p><i>Explanation: Pursuant to Swiss law and the Articles of Association ("AoA"), the General Meeting is responsible for deciding on the appropriation of balance sheet results. The carrying forward of the balance sheet net loss reflects the current development stage of the Company and corresponds to past practice.</i></p>
<p><b>3 Affectation des réserves</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'affecter EUR 30'000'000 (CHF 29'541'000 au taux de change du 31 décembre 2022) des "Réserves légales issues du capital" aux "Pertes reportées".</li> </ul> <p>Au vu de ce qui précède, le poste "Réserves légales issues du capital" s'élèvera à EUR 120'047 (CHF 118'210 au taux de change du 31 décembre 2022) et le poste "Pertes reportées" s'élèvera à EUR 42'526'716 (CHF 41'876'057 au taux de change du 31 décembre 2022).</p>	<p><b>3 Appropriation of reserves</b></p> <p>The Board of Directors proposes to :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- allocate EUR 30'000'000 (CHF 29'541'000 at the December 31, 2022 exchange rate) from the "Legal reserves from capital" to the "Carried forward loss".</li> </ul> <p>As a result of the above, the sub-position "Legal reserves from capital" will amount to EUR 120'047 (CHF 118'210 at the December 31, 2022 exchange rate) and the sub-position "Carried forward loss" will amount to EUR 42'526'716 (CHF 41'876'057 at the December 31, 2022 exchange rate).</p>

*Explication: L'affectation des réserves telles que proposées réduiront la situation de perte de capital affectant la Société (voir objet 4 ci-dessous). Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale de l'emploi de la perte résultant du bilan tel que proposé à l'objet 2 ci-dessus et des mesures proposées à cet objet 3, les différents postes relatifs aux réserves et aux pertes seront modifiés comme suit :*

	Réserves légales issues du capital		Pertes reportées	
	Montants en EUR	Montants en CHF (1)	Montants en EUR	Montants en CHF (1)
Montants au bilan au 31 décembre 2022	30,120,047	29,659,210	(72,526,716)	(71,417,057)
Affectation des réserves aux pertes reportées	(30,000,000)	(29,541,000)	30,000,000	29,541,000
Montants après affectation	120,047	118,210	(42,526,716)	(41,876,057)

(1) au taux de change du 31 décembre 2022

#### 4 Informations concernant la perte de capital et discussion des mesures d'assainissement

Au 31 décembre 2022, la société dispose de fonds propres à hauteur de EUR 678'153. Ce montant est toutefois inférieur à la moitié de son capital-actions (EUR 1'161'830) ainsi que de ses réserves légales (EUR 30'120'047) correspondant à EUR 15'640'939 (ce que le droit suisse qualifie comme une situation de perte de capital).

*Explication: La mesure proposée à l'objet 3 ci-dessus permet de reconstituer les fonds propres de la Société au 31 décembre 2022. Le Conseil d'administration discutera des autres mesures d'assainissement envisagées lors de l'Assemblée générale, qui pourront inclure notamment des mesures financières, structurelles, stratégiques ou opérationnelles.*

#### 5 Décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction

Le Conseil d'administration propose de donner décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction.

*Explication: En accordant la décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction, la Société et les actionnaires ayant approuvé la décharge déclarent qu'ils ne les tiendront plus pour responsables des événements de l'exercice écoulé qui ont été portés à la connaissance de l'Assemblée générale.*

#### 6 Rémunération

##### 6.1 Vote consultatif sur le Rapport de rémunération

Le Conseil d'administration propose d'accepter le Rapport de rémunération de l'exercice 2022 (vote consultatif).

*Explanation: The proposed appropriation of reserves will reduce the loss of capital situation affecting the Company (see item 4 below). Subject to the approval by the General Meeting of the proposed appropriation of the net loss under item 2 hereabove and of the measures suggested under this item 3, the respective reserves and cumulative losses will develop as follows:*

	Legal capital reserves (reserves from capital contributions)		Carried-Forward Losses	
	Amounts in EUR	Amounts in CHF (1)	Amounts in EUR	Amounts in CHF (1)
Amounts on balance sheet as of 31 December 2022	30,120,047	29,659,210	(72,526,716)	(71,417,057)
Allocation of legal reserve to carried-forward loss	(30,000,000)	(29,541,000)	30,000,000	29,541,000
Amounts after proposed allocation	120,047	118,210	(42,526,716)	(41,876,057)

(1) at the December 31, 2022 exchange rate

#### 4 Information concerning the loss of capital and remediation measures

At 31 December 2022, the Company has shareholder's equity of EUR 678'153. This amount is however less than half its share capital (EUR 1'161'830) plus legal reserves (EUR 30'120'047), amounting to EUR 15'640'939 (which Swiss law qualifies as a situation of loss of capital).

*Explanation: The technical measure proposed under item 3 hereabove will restore the Company's equity at 31 December 2022. During the General Meeting, the Board of Directors will discuss the other contemplated remediation measures, which may include, amongst others, financial, structural, strategic or operational measures.*

#### 5 Release of the members of the Board of Directors and of the Management

The Board of Directors proposes to release the members of the Board of Directors and of the Management.

*Explanation: With the discharge of the members of the Board of Directors and of the Management, the Company as well as the approving shareholders declare that they will no longer hold them accountable for events from the past financial year that were brought to the attention of the General Meeting.*

#### 6 Compensation

##### 6.1 Consultative Vote on the Compensation Report

The Board of Directors proposes to approve the 2022 Compensation Report (consultative vote).

<p><i>Explication:</i> Le Rapport de rémunération de l'exercice 2022 est inclus dans le Document Universel d'Enregistrement 2022 de la Société aux pages 123 à 131. Conformément à l'article 735 du code des obligations, le Conseil d'administration doit soumettre le Rapport de rémunération au vote consultatif des actionnaires en sus des approbations annuelles sur la rémunération, traitées à l'objet 6.2 du présent ordre du jour.</p>	<p><i>Explanation:</i> The 2022 Remuneration Report is included in the Company's 2022 Universal Registration Document in pages 123 to 131. Pursuant to Art. 735 of the Swiss code of obligations, the Board of Directors has to submit the Remuneration Report to shareholders for a separate consultative vote in addition to the binding approvals of compensation under agenda item 6.2.</p>
<p><b>6.2 Approbations Annuelles</b></p>	<p><b>6.2 Annual Approvals</b></p>
<p><b>6.2.1 Vote sur la rémunération maximale globale des membres du Conseil d'administration de l'Assemblée générale ordinaire 2023 à l'Assemblée générale ordinaire 2024</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose d'approuver une rémunération globale maximale (incluant les charges sociales afférentes) de EUR 160'000 pour la période de l'Assemblée générale ordinaire 2023 (approuvant les comptes de l'exercice 2022) jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire 2024 (approuvant les comptes de l'exercice 2023).</p> <p><i>Explication:</i> La rémunération maximale globale des administrateurs serait maintenue à EUR 160'000. Conformément au droit suisse et aux Statuts, la rémunération maximale globale des administrateurs doit être soumise à l'Assemblée Générale pour approbation.</p>	<p><b>6.2.1 Approval of the Maximum Aggregate Compensation of the Board of Directors from the 2023 Ordinary General Meeting until the 2024 Ordinary General Meeting</b></p> <p>The Board of Directors proposes to approve a maximum aggregate compensation (including related social security payments) of EUR 160'000 from the 2023 Ordinary General Meeting (approving the 2022 annual accounts) until the 2024 Ordinary General Meeting (approving the 2023 annual accounts).</p> <p><i>Explanation:</i> The maximum aggregate compensation payable to directors would be maintained at EUR 160'000. Pursuant to Swiss law and the AoA, the maximum aggregate compensation payable to directors shall be submitted for approval to the General Meeting.</p>
<p><b>6.2.2 Vote sur la rémunération maximale globale des membres de la Direction pour l'exercice 2024</b></p> <p>(a) Rémunération fixe</p> <p>Le Conseil d'administration propose d'approuver une rémunération globale maximale fixe (incluant les charges sociales et cotisations au fonds de pension afférentes) de EUR 2'000'000 pour l'exercice 2024.</p> <p>(b) Rémunération variable</p> <p>Le Conseil d'administration propose d'approuver une rémunération globale maximale variable (incluant les charges sociales) de EUR 2'000'000 pour l'exercice 2024.</p> <p><i>Explication:</i> La proposition de maintenir la rémunération maximale globale des membres de la Direction à EUR 2'000'000, pour la part fixe comme pour la part variable, tient compte du stade de développement actuel de la Société. Conformément au droit suisse et aux Statuts, la rémunération maximale globale fixe et variable des membres de la Direction doit être soumise à l'Assemblée Générale pour approbation.</p>	<p><b>6.2.2 Approval of the Maximum Aggregate Compensation of Management for the 2024 Financial Year</b></p> <p>(a) Fixed Compensation</p> <p>The Board of Directors proposes to approve a maximum aggregate fixed compensation (including social security payments and pension fund contributions) of EUR 2'000'000 for the 2024 financial year.</p> <p>(b) Variable Compensation</p> <p>The Board of Directors proposes to approve a maximum aggregate variable compensation (including social security payments) of EUR 2'000'000 for the 2024 financial year.</p> <p><i>Explanation:</i> The proposal to maintain the aggregate maximum compensation of Management at EUR 2'000'000, for each of the fixed and variable compensation, reflects the current development stage of the Company. Pursuant to Swiss law and the AoA, the aggregate maximum fixed and variable compensation of Management shall be submitted for approval to the General Meeting.</p>
<p><b>7 Réélection des membres du Conseil d'administration</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de réélire individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Jesús Martin-Garcia;</li> </ul>	<p><b>7 Re-election of the Members of the Board of Directors</b></p> <p>The Board of Directors proposes to individually re-elect:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr. Jesús Martin-Garcia;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Philippe Archinard;</li> <li>- M. Hedi Ben Brahim;</li> <li>- M. Giacomo Di Nepi;</li> <li>- M. Michel Dubois;</li> <li>- M. Eric Falcand ; et</li> <li>- M. Gordon Selby Francis.</li> </ul> <p>Chaque élection concerne un nouveau mandat jusqu'à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.</p> <p><i>Explication:</i> Le mandat des membres du Conseil d'administration expire à la fin de l'Assemblée Générale ordinaire 2023.</p> <p>M. Christophe Guichard, élu pour la première fois le 19 novembre 2015, ne souhaitant pas se présenter pour une réélection, le Conseil d'administration remercie M. Christophe Guichard pour ses services et son engagement auprès de la Société et ne propose pas de remplaçant.</p> <p>Conformément au droit suisse et aux Statuts, l'Assemblée Générale est compétente pour réélire les membres du Conseil d'administration. Les élections sont individuelles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr. Philippe Archinard;</li> <li>- Mr. Hedi Ben Brahim;</li> <li>- Mr. Giacomo Di Nepi;</li> <li>- Mr. Michel Dubois;</li> <li>- Mr. Eric Falcand; and</li> <li>- Mr. Gordon Selby Francis</li> </ul> <p>Each election would be for a new term until the end of the next ordinary General Meeting.</p> <p><i>Explanation:</i> The term of office for the members of the Board of Directors expires at the end of the 2023 Annual General Meeting.</p> <p>As Mr. Christophe Guichard, who was first elected as a director on 19 November 2015, has indicated he would not seek re-election, the Board of Directors thanks Mr. Christophe Guichard for his service and his commitment to the Company and does not propose a substitute.</p> <p>Pursuant to Swiss law and the AoA, the General Meeting is competent to re-elect the members of the Board of Directors. The elections will be conducted on an individual basis.</p>
<p><b>8 Réélection du Président du Conseil d'administration</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de réélire Monsieur Jesús Martin-Garcia comme Président du Conseil d'administration jusqu'à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.</p> <p><i>Explication:</i> Le mandat du Président du Conseil d'administration expire à la fin de l'Assemblée Générale ordinaire 2023.</p> <p>Conformément au droit suisse et aux Statuts, l'Assemblée Générale est compétente pour réélire le Président du Conseil d'administration.</p>	<p><b>8 Re-election of the Chairman of the Board of Directors</b></p> <p>The Board of Directors proposes to re-elect Mr. Jesús Martin-Garcia as Chairman of the Board of Directors for a new term until the end of the next ordinary General Meeting.</p> <p><i>Explanation:</i> The term of office for the Chair of the Board of Directors expires at the end of the 2023 Annual General Meeting.</p> <p>Pursuant to Swiss law and the AoA, the General Meeting is competent to re-elect the Chairman of the Board of Directors.</p>
<p><b>9 Election et Réélection des membres du Comité de Rémunération</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose d'élire, le cas échéant de réélire, individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Philippe Archinard,</li> <li>- M. Hedi Ben Brahim; et</li> <li>- M. Giacomo Di Nepi.</li> </ul> <p><i>Explication:</i> Le mandat des membres du Comité de Rémunération expire à la fin de l'Assemblée Générale ordinaire 2023.</p> <p>Conformément au droit suisse et aux Statuts, l'Assemblée Générale est compétente pour réélire les membres du Comité de Rémunération.</p> <p>Les élections sont individuelles.</p>	<p><b>9 Election and Re-election of the Members of the Compensation Committee</b></p> <p>The Board of Directors proposes to individually elect or, as the case may be, re-elect:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr. Philippe Archinard;</li> <li>- Mr. Hedi Ben Brahim; and</li> <li>- Mr. Giacomo Di Nepi.</li> </ul> <p><i>Explanation:</i> The term of office of the members of the Compensation Committee expires at the end of the 2023 Annual General Meeting.</p> <p>Pursuant to Swiss law and the AoA, the General Meeting is competent to re-elect the members of the Compensation Committee.</p> <p>The elections will be conducted on an individual basis.</p>
<p><b>10 Réélection de l'organe de révision</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de réélire PricewaterhouseCoopers SA, succursale de Genève, avenue</p>	<p><b>10 Re-election of the Auditor</b></p> <p>The Board of Directors proposes to re-elect PricewaterhouseCoopers SA, Geneva branch, avenue</p>

<p>Giuseppe-Motta 50, 1201 Genève, comme organe de révision pour l'exercice 2023.</p> <p><u>Explication</u> : Conformément au droit suisse et aux Statuts, l'organe de révision doit être annuellement élu par l'Assemblée Générale.</p> <p>Compte tenu du stade de développement actuel de la Société, le Conseil d'administration estime que PricewaterhouseCoopers SA, succursale de Genève est le mieux placé pour continuer à exercer la fonction d'organe de révision.</p>	<p>Giuseppe-Motta 50, 1201 Geneva, as statutory auditor for the 2023 financial year.</p> <p><u>Explanation</u>: Pursuant to Swiss law and the AoA, the auditors are to be annually elected by the Annual General Meeting.</p> <p>Given the current development stage of the Company, the Board of Directors believes that PricewaterhouseCoopers SA, Geneva branch, is best suited to continue serving as our auditor.</p>
<p><b>11 Réélection du Représentant Indépendant</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de réélire l'étude de notaires GAMPERT DEMIERRE MORENO – 19, rue du Général-Dufour, Case Postale 5326, 1211 Genève 11 – comme Représentant Indépendant jusqu'à la fin de la prochaine Assemblée générale ordinaire.</p> <p><u>Explication</u> : Le droit suisse et les Statuts exigent que le Représentant Indépendant soit annuellement élu par l'Assemblée Générale.</p> <p>L'étude de notaires GAMPERT DEMIERRE MORENO répond aux critères d'indépendance et le Conseil d'administration propose de la réélire pour des raisons de continuité.</p>	<p><b>11 Re-election of the Independent Proxy</b></p> <p>The Board of Directors proposes to re-elect the notary firm GAMPERT DEMIERRE MORENO – 19, rue du Général-Dufour, Case Postale 5326, 1211 Geneva 11 – as Independent Proxy for a term until the end of the next ordinary General Meeting.</p> <p><u>Explanation</u>: Swiss law and the AoA require that the Independent Proxy is elected annually by the Annual General Meeting.</p> <p>The notary firm GAMPERT DEMIERRE MORENO meets the independence criteria, and the Board of Directors suggests that it should be re-elected for reasons of continuity.</p>
<p><b>12 Modification partielle des Statuts</b></p> <p><u>Explication préliminaire</u> :</p> <p>Les nouvelles dispositions du droit de la société anonyme suisse sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p> <p>Les sociétés bénéficient d'une période transitoire de deux ans pour modifier leurs statuts.</p> <p>Conformément aux nouvelles dispositions, le Conseil d'administration soumet une proposition de modification partielle des statuts de GeNeuro SA, afin de mettre en œuvre la plupart des dispositions du nouveau droit suisse de la société anonyme.</p> <p>Une modification plus approfondie des statuts sera organisée ultérieurement.</p> <p>Les modifications statutaires proposées sont expliquées ci-dessous.</p>	<p><b>12 Partial amendment to the AoA</b></p> <p><u>Preliminary explanation</u>:</p> <p>Amended provisions of Swiss Company law have entered into force on 1 January 2023.</p> <p>Companies are granted a transition period of two-years to amend their articles of association.</p> <p>In accordance with the new provisions, the Board of Directors is submitting a proposal to partially amend the Articles of Association of GeNeuro SA, in order to implement most of the provisions of the new Swiss Company law.</p> <p>A more in-depth amendment of the Articles of Association will be organized at a later stage.</p> <p>The proposed amendments to the Articles of Association are explained below.</p>
<p><b>12.1 Marge de fluctuation du capital (art. 5bis, modifié)</b></p> <p>L'assemblée générale ordinaire 2022 a approuvé un capital-authorized valable jusqu'au 31 mai 2024. Le Conseil d'administration propose de supprimer ce capital-authorized et de le remplacer par une marge de fluctuation de capital, en adoptant un nouvel article 5bis des Statuts dont la teneur est la suivante :</p> <p>"Le conseil d'administration est autorisé, en tout temps jusqu'au 14 juin 2028, à augmenter le capital-actions de la société aussi souvent qu'il le souhaite dans la limite supérieure de un million huit cent septante-quatre mille neuf</p>	<p><b>12.1 Capital Band (Art. 5bis, amended)</b></p> <p>The 2022 Ordinary General Meeting approved an authorized capital, valid until 31 May 2024. The Board of Directors proposes to delete this authorized capital and replace it with a Capital Band, by adopting a new Article 5bis of the AoA, which reads as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>"The Board of Directors is authorized, at any time until 14 June 2028, to increase the share capital of the company as often as it wishes within the upper limit of one million eight hundred and seventy-four thousand nine</p>

cent vingt-sept francs et dix centimes (Fr. 1'874'927.10) par l'émission d'au maximum douze millions quatre cent nonante-neuf mille cinq cent quatorze (12'499'514) nouvelles actions au porteur, d'une valeur nominale de cinq centimes (Fr. 0.05) chacune, entièrement libérées (marge de fluctuation de capital). Le conseil d'administration peut procéder à l'augmentation du capital en entier ou par tranches. Une réduction du capital est exclue.

De plus, dans les limites des articles 659 ss du Code des obligations suisse, une augmentation par nouvelle souscription d'actions par la Société pour une offre subséquente à des actionnaires ou à des tiers, ou pour placement auprès de ceux-ci est autorisée.

Le conseil d'administration détermine le prix d'émission, la nature des apports et la date à compter de laquelle les nouvelles actions donnent droit au dividende, ainsi que les autres modalités de l'émission des actions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à admettre, restreindre ou refuser l'échange de droits de souscription. Le conseil d'administration décide de l'affectation des droits préférentiels de souscription des actionnaires qui n'ont pas été exercés. Le conseil d'administration peut toutefois supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription :

1. si le prix d'émission des nouvelles actions est déterminé par référence au prix du marché ; ou
2. pour lever des capitaux de manière rapide et flexible, ce qui ne serait pas possible ou possible qu'avec difficulté ou tardivement ou à des conditions nettement plus défavorables sans l'exclusion des droits préférentiels de souscription des actionnaires actuels ; ou
3. pour l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises, de propriété intellectuelle ou licences, ou de participations ou pour le financement ou le refinancement de telles transactions par le biais d'un placement d'actions ; ou
4. pour élargir le cercle des actionnaires de la société sur certains marchés géographiques, financiers ou d'investisseurs, pour permettre la participation de partenaires stratégiques, ou dans le cadre de la cotation de nouvelles actions sur des bourses nationales ou étrangères ; ou
5. pour les options attribuées dans le cadre usuel aux établissements financiers preneurs fermes en lien avec le placement d'actions de la société (option de surallocation)."

***Explication :** La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Comme il n'est pas possible de modifier la clause de capital autorisé (qui n'existe plus sous le nouveau droit), l'adoption d'une marge de fluctuation se justifie pour donner*

hundred and twenty-seven francs and ten cents (Fr. 1,874,927.10) by issuing a maximum of twelve million four hundred and ninety-nine thousand five hundred and fourteen (12,499,514) new bearer shares, with a nominal value of five cents (Fr. 0.05) each, fully paid up (Capital Band). The Board of Directors may increase the capital in full or in tranches. A capital reduction is excluded.

Furthermore, within the limits of Articles 659 ff. of the Swiss Code of Obligations, an increase by new subscription of shares by the Company for a subsequent offer to or placement with shareholders or third parties is allowed.

The Board of Directors determines the issue price, the capital contributions, and the date from and after which the new shares will have dividend rights as well as other terms and conditions of the share issue that are not reserved to the General Meeting.

The Board of Directors is authorized to allow, restrict or refuse the exchange of subscription rights. The Board of Directors decides on the allocation of the preferential subscription rights of shareholders that have not been exercised. The Board of Directors may however withdraw or restrict the preferential subscription right:

1. if the issue price of the new shares is determined by reference to the market price; or
2. in order to raise capital in a fast and flexible manner, which would not be possible, or might only be possible with great difficulty or delays or at significantly less favorable conditions without the exclusion of the preferential subscription rights of existing shareholders; or
3. for the acquisition of companies, parts of companies, intellectual property, or licenses, or for equity stakes or for the financing or refinancing of such transactions through an equity offering; or
4. to broaden the shareholder constituency of the company in certain geographic, financial or investor markets, to allow the participation of strategic partners, or in connection with the listing of new shares on domestic or foreign stock exchanges; or
5. for options granted in the usual way to financial institutions that are firm acquirers involved with the company's placement of shares (overallocation option)."

***Explanation:** The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1 January 2023. As it is not possible to amend the authorized capital clause (which no longer exists under the new law), the adoption of a capital band is justified in order to give*

<p><i>suffisamment de flexibilité à la Société pour lever des fonds dans le cas où elle serait en mesure de le faire et si le Conseil d'administration le décidait.</i></p>	<p><i>the Company sufficient flexibility to raise funds should it be in a position to do so and should the Board of Directors decide to do so.</i></p>
<p><b>12.2 Compétences inaliénables de l'Assemblée Générale (art. 9, modifié)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 9 des Statuts comme suit :</p> <p>"L'assemblée générale des actionnaires a le droit inaliénable et intransmissible :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. d'adopter et modifier les statuts ;</li> <li>2. de nommer et révoquer les membres du conseil d'administration, le président du conseil d'administration, les membres du comité de rémunération, le représentant indépendant et l'organe de révision, et lorsque la loi le prescrit, les réviseurs des comptes consolidés ;</li> <li>3. d'approuver les comptes annuels, le rapport annuel et les comptes consolidés ;</li> <li>4. de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier fixer le dividende et les tantièmes ;</li> <li>5. de fixer le dividende intermédiaire et d'approuver les comptes intermédiaires nécessaires à cet effet ;</li> <li>6. de décider du remboursement de la réserve légale issue du capital ;</li> <li>7. de donner décharge aux membres du conseil d'administration ;</li> <li>8. de procéder à la décotation des titres de participation de la société ;</li> <li>9. de voter les rémunérations du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif ;</li> <li>10. de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts."</li> </ol> <p><i>Explication : La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et reflète le texte du nouvel art. 698 CO.</i></p>	<p><b>12.2 Inalienable powers of the General Meeting (Art. 9, amended)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to amend the Art. 9 of the AoA as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>"The General Meeting has the inalienable and non-transferable right:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. to adopt and amend the articles of association;</li> <li>2. to appoint and dismiss the members of the Board of Directors, the Chairman of the Board of Directors, the members of the Compensation Committee, the Independent Proxy and the auditors, and, where required by law, the auditors of the consolidated financial statements;</li> <li>3. to approve the annual accounts, the annual report and the consolidated financial statements;</li> <li>4. to decide on the appropriation of available earnings, in particular with regard to dividends and the shares of profits paid to board members;</li> <li>5. to determine the interim dividend and approve the interim financial statements required therefor;</li> <li>6. to decide on the repaying the statutory capital reserves;</li> <li>7. to grant discharge the members of the board of directors;</li> <li>8. to delist the shares of the company;</li> <li>9. to approve the compensation of the Board of Directors, the Management and the advisory board;</li> <li>10. to pass resolutions concerning matters reserved to the general meeting by law or the articles of association."</li> </ol> <p><i>Explanation: The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1 January 2023, and reflects the new art. 698 SCO.</i></p>

<p><b>12.3 Lieu de réunion (art. 12bis, nouveau)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose d'adopter un nouvel art. 12bis sur le lieu des assemblées générales, dont la teneur est la suivante :</p> <p>"Le conseil d'administration décide du lieu où se tient l'assemblée générale.</p> <p>La détermination du lieu de réunion ne doit, pour aucun actionnaire, compliquer l'exercice de ses droits liés à l'assemblée générale de manière non fondée.</p> <p>L'assemblée générale peut se tenir simultanément en plusieurs lieux. En pareil cas, les interventions sont retransmises en direct par des moyens audiovisuels sur tous les sites de réunion.</p> <p>L'assemblée générale peut se tenir à l'étranger si le conseil d'administration désigne un représentant indépendant dans la convocation."</p> <p><i>Explication : La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</i></p> <p><i>Le Conseil d'administration estime opportun, le cas échéant, de pouvoir profiter des nouveaux avantages en lien avec le lieu des assemblées générales.</i></p>	<p><b>12.3 Venue (Art. 12bis, new)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to adopt a new Art. 12bis of the AoA on the venues for the General Meeting, which reads as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>"The Board of Directors shall decide on the venue for the General Meeting.</p> <p>The choice of the venue shall not, for any shareholder, result in an unduly burdensome exercise of their rights at the General Meeting.</p> <p>The General Meeting may be held in various locations at the same time. In such case, the oral contributions of participants must be transmitted directly by audiovisual means to all venues.</p> <p>The General Meeting may be held abroad if the Board of Directors designates an Independent Proxy in the convening notice."</p> <p><i>Explanation: The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1 January 2023.</i></p> <p><i>The Board of Directors considers worthwhile, as the case may be, to take advantage of the new possibilities related to the venue of the General Meetings.</i></p>
<p><b>12.4 Recours aux médias électroniques (art. 12ter, nouveau)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose d'adopter un nouvel art. 12ter sur le recours aux médias électroniques lors des assemblées générales, dont la teneur est la suivante :</p> <p>"Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires qui ne sont pas présents au lieu où se tient l'assemblée générale à exercer leurs droits de vote par voie électronique.</p> <p>L'assemblée générale peut se tenir sous forme électronique et sans lieu de réunion physique si le conseil d'administration désigne dans la convocation un représentant indépendant.</p> <p>Le conseil d'administration règle le recours aux médias électroniques et s'assure que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'identité des participants est établie ;</li> <li>2. les interventions à l'assemblée générale sont retransmises en direct ;</li> <li>3. tout participant peut faire des propositions et prendre part aux débats ;</li> </ol>	<p><b>12.4 Use of electronic means (Art. 12ter, new)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to adopt a new Art. 12ter of the AoA on the use of electronic means, which reads as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>"The Board of Directors may provide that shareholders who are not present at the venue for the General Meeting can exercise their voting rights electronically.</p> <p>A General Meeting may be held with no venue by electronic means if the Board of Directors designates an Independent Proxy in the convening notice.</p> <p>The Board of Directors shall regulate the use of electronic means and ensure that:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. the identity of the participants is established;</li> <li>2. the oral contributions at the General Meeting are directly transmitted;</li> <li>3. each participant can table motions and participate to the debate;</li> </ol>

<p>4. le résultat du vote ne peut pas être falsifié.</p> <p>Si l'assemblée générale ne se déroule pas conformément aux prescriptions en raison de problèmes techniques, elle doit être convoquée à nouveau, étant précisé que les décisions que l'assemblée générale a prises avant que les problèmes techniques ne surviennent restent valables."</p> <p><i>Explication: La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le Conseil d'administration estime opportun, le cas échéant, de pouvoir profiter des nouveaux avantages en lien avec le recours aux médias électroniques pour la tenue des assemblées générales.</i></p>	<p>4. the result of the vote cannot be falsified.</p> <p>If the General Meeting cannot be duly conducted because of technical problems, the meeting must be reconvened, it being specified that the resolutions that the General Meeting has approved before the technical problems arose remain valid."</p> <p><i>Explanation: The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1 January 2023. The Board of Directors considers worthwhile, as the case may be, to take advantage of the new possibilities on the use of electronic means for the holding of General Meetings.</i></p>
<p><b>12.5 Représentation (art. 15 al. 1, modifié)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 15 al. 1 des Statuts comme suit :</p> <p>"Un actionnaire peut faire représenter ses actions par un tiers muni de pouvoirs écrits."</p> <p><i>Explication: La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, lequel n'autorise plus la représentation par un autre actionnaire, dans les sociétés cotées en bourse. Le vote ne concerne que l'alinéa 1, l'alinéa 2 reste inchangé.</i></p>	<p><b>12.5 Representation (Art. 15 para. 1, amended)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to amend Art. 15 para. 1 of the AoA, as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>"A shareholder may have their shares represented by a third-party representative, by means of a written proxy."</p> <p><i>Explanation: The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1<sup>st</sup> January 2023, which does no longer authorize, for listed companies, the representation by another shareholder. The vote is limited to para. 1, while para. 2 remains unchanged.</i></p>
<p><b>12.6 Représentant indépendant (art. 16, nouvel al. 4, actuel al. 4 modifié et devient al. 5)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 16, en insérant un nouvel alinéa 4 et en modifiant l'actuel alinéa 4, lequel devient l'alinéa 5, comme suit:</p> <p>al. 4: "Le représentant indépendant traite les instructions de chaque actionnaire de manière confidentielle jusqu'à l'assemblée générale. Il peut fournir à la société des renseignements généraux sur les instructions reçues. Il n'est pas autorisé à fournir les renseignements plus de trois jours ouvrables avant l'assemblée générale et doit indiquer, lors de l'assemblée générale, quelles informations il a fournies à la société."</p> <p>al. 5: "La représentation des actionnaires par un autre actionnaire, un membre d'un organe de la société ou par un dépositaire est interdite."</p> <p><i>Explication: La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'alinéa 4 reprend les termes du nouvel art. 689b al. 5 CO. L'alinéa 5 consacre l'interdiction de représentation par un</i></p>	<p><b>12.6 Independent proxy (Art. 16, new para. 4, current para. 4 amended and becomes para. 5)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to amend the Art. 16 of the AoA, by inserting a new para. 4 and by amending current para. 4, which becomes para. 5, as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>para. 4: "The Independent Proxy shall treat the instructions from individual shareholders as confidential until the general meeting. They may provide the company with general information on the instructions received. They shall not provide information earlier than three working days before the General Meeting and must disclose to the General Meeting which information they have provided to the company."</p> <p>para. 5: "The representation of shareholders by another shareholder, a member of a corporate body or by a depositary is prohibited."</p> <p><i>Explanation: The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1 January 2023. Para. 4 reflects the new content of Art. 689b para. 5 SCO. Para. 5 establishes the prohibition of the representation by</i></p>

<p><i>autre actionnaire (voir point 12.5 ci-dessus). Le vote ne concerne pas les alinéas 1 à 3, lesquels restent inchangés.</i></p>	<p><i>another shareholder (see item 12.5 above). The vote does not relate to para. 1 to 3, which remain unchanged.</i></p>
<p><b>12.7 Décisions de l'assemblée générale (art. 19 al. 1 et 2, modifié)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de modifier les art. 19, al. 1 et 2, comme suit :</p> <p>al. 1: "Si la loi ou les statuts n'en disposent pas autrement, l'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité des voix attribuées aux actions représentées. Si un second tour de scrutin est nécessaire, la majorité relative est suffisante."</p> <p>al. 2: "Toutefois, une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité des valeurs nominales représentées est nécessaire pour:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la modification du but social ou de la forme juridique de la société ;</li> <li>2. la réunion d'actions, pour autant que le consentement de tous les actionnaires concernés ne soit pas requis ;</li> <li>3. l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou par compensation, et pour l'attribution d'avantages particuliers ;</li> <li>4. la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel ;</li> <li>5. la création d'un capital conditionnel, l'institution d'une marge de fluctuation du capital ;</li> <li>6. la transformation de bons de participation en actions ;</li> <li>7. la restriction de la transmissibilité des actions nominatives ;</li> <li>8. l'introduction d'actions à droit de vote privilégié ;</li> <li>9. le changement de la monnaie dans laquelle le capital actions est fixé ;</li> <li>10. l'introduction de la voix prépondérante du président à l'assemblée générale ;</li> <li>11. l'introduction d'une disposition statutaire prévoyant la tenue de l'assemblée générale à l'étranger ;</li> <li>12. la décotation des titres de participation de la société ;</li> </ol>	<p><b>12.7 Resolutions of the General Meeting (Art. 19 para. 1 and 2, amended)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to amend the para. 1 and 2 of Art. 19 of the AoA, as follows (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>Para. 1: "If the law or the articles of association do not provide otherwise, the General Meeting takes its decisions and proceeds to the elections by a majority of the votes attributed to the shares represented. If a second ballot is necessary, a relative majority is sufficient."</p> <p>Para. 2: "However, a resolution by the General Meeting requires at least two-thirds of the votes represented and a majority of the nominal value of shares represented for each of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. any amendment of the company's purpose or corporate form;</li> <li>2. the consolidation of shares, unless the consent of all concerned shareholders is required;</li> <li>3. a capital increase from equity capital, against a contributions in kind or by offset with a claim, and the granting of special privileges;</li> <li>4. the restriction or withdrawal of preferential subscription right;</li> <li>5. the introduction of contingent capital, the introduction of a capital band;</li> <li>6. the conversion of participation certificates into shares;</li> <li>7. any restriction on the transferability of registered shares;</li> <li>8. the introduction of shares with preferential voting rights;</li> <li>9. any change in the currency of the share capital;</li> <li>10. the introduction of a casting vote for the person chairing the General Meeting;</li> <li>11. the introduction of a statutory provision on the holding of General Meetings abroad;</li> <li>12. the delisting of the shares of the company;</li> </ol>

<p>13. le transfert du siège de la société ;</p> <p>14. l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts ;</p> <p>15. la renonciation à la désignation d'un représentant indépendant en vue de la tenue d'une assemblée générale virtuelle (dans l'hypothèse où les actions de la société ne seraient plus cotées en bourse) ;</p> <p>16. la dissolution de la société."</p> <p><i>Explication: La modification s'inscrit dans le cadre du nouveau droit de la société anonyme, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'alinéa 1 reprend la nouvelle règle de majorité de l'art. 703 CO. L'alinéa 2 reprend la nouvelle règle de majorité de l'art. 704 CO et adapte la liste des décisions soumises à la majorité qualifiée. Le vote ne concerne pas l'al. 3, lequel reste inchangé</i></p>	<p>13. the relocation of the seat of the company;</p> <p>14. the introduction of an arbitration clause in the articles of association;</p> <p>15. the waiver on the designation of an Independent Proxy for a virtual General Meeting (in the case the company's shares are no longer listed);</p> <p>16. the dissolution of the company."</p> <p><i>Explanation: The amendment is made in the context of the new Company Law, in force since 1 January 2023. Para. 1 reflects de new majority rule set by Art. 703 SCO. Para. 2 reflects the new majority rule set by art. 704 SCO and adapts the list of resolutions subject to a qualified majority. The vote does not concern para. 3, which remains unchanged.</i></p>
<p><b>12.8 Procès-verbal, décision par approbation écrite ou sous forme électronique du Conseil d'administration (art. 25 al. 3, modifié)</b></p> <p>Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 25 al. 3 des Statuts comme suit (ainsi que son titre selon la teneur ci-dessus) :</p> <p>"Les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises en la forme d'une approbation donnée par écrit à une proposition ou sous forme électronique, à moins que la discussion ne soit requise par l'un de ses membres. Elles doivent être inscrites dans le procès-verbal de la séance suivante."</p> <p><i>Explication: Par souci de clarté et conformément à la teneur du nouveau droit des sociétés, en vigueur depuis le 1er janvier 2023, la possibilité de prendre des décisions par voie électronique est précisée dans les statuts.</i></p> <p><b>[Informations générales à la page suivante]</b></p>	<p><b>12.8 Minutes, resolution by written or electronic approval of the Board of Directors (Art. 25 para. 3, amended)</b></p> <p>The Board of Directors proposes to amend Art. 25 par. 3 of the AoA as follows (as well as the heading as set out above) (<i>English free translation, only the French original being valid</i>):</p> <p>"Resolutions of the Board of Directors may also be taken in form of a written approval to a proposal or in electronic form, unless a discussion is requested by one of its members. Such resolutions must be recorded in the minutes of the next meeting."</p> <p><i>Explanation: For the sake of clarity and in line with the content of the new Company Law, in force since 1 January 2023, the possibility to take resolutions in electronic for mis specified in the Articles of association.</i></p> <p><b>[General information on the next page]</b></p>



## Informations Générales

## General Information

### Langue

L'Assemblée Générale sera tenue en anglais.

### Language

The General Meeting shall be conducted in English.

### Documentation

Les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport annuel et le rapport de rémunération de l'exercice 2022 ainsi que les rapports de l'organe de révision sont inclus dans le Document d'enregistrement universel de la Société (en anglais), lequel peut être consulté au siège de la Société, chemin du Pré-Fleuri 3, 1228 Plan-les-Ouates et sur le site [www.geneuro.com](http://www.geneuro.com). Chaque actionnaire peut en outre demander qu'un exemplaire lui soit envoyé.

### Documentation

The 2022 annual financial statements, group consolidated financial statements, annual report and compensation report, as well as the auditor's reports are included within the Company's Universal Registration Document (in English), which is available at the head-office of the Company, Chemin du Pré-Fleuri 3, 1228 Plan-les-Ouates and on its [www.geneuro.com](http://www.geneuro.com) website. Each shareholder has the right to request a hard copy of those documents.

### Actionnaires admis au vote

La Société a mandaté SEGETIS SA, Platz 4, 6039 Root D4, Suisse (tél. +41 541 91 00, fax +41 541 91 01, <https://geneuro.netvote.ch>) pour la gestion logistique de l'Assemblée Générale.

Les actionnaires qui veulent voter à l'Assemblée Générale doivent s'adresser à leur banque de dépôt. Leur banque prendra contact avec SEGETIS SA et procurera à l'actionnaire le formulaire de procuration pour l'Assemblée Générale. Alternativement, la banque dépositaire remettra à l'actionnaire une attestation de blocage (qui devra être valable jusqu'au lendemain de l'Assemblée Générale). Dans ce dernier cas, l'actionnaire devra envoyer lui-même l'attestation de blocage à SEGETIS SA, qui lui fera tenir le formulaire de procuration. Les demandes de délivrance des formulaires de procuration devront parvenir à SEGETIS SA au plus tard le 12 juin 2023 à midi (heure suisse).

### Shareholders Entitled to Vote

The Company has mandated SEGETIS Ltd, Platz 4, 6039 Root D4, Switzerland (tel. +41 541 91 00, fax +41 541 91 01, <https://geneuro.netvote.ch>) for the logistics of the General Meeting.

Shareholders who wish to vote at the General Meeting must contact the bank holding their securities account. The depositary bank will then liaise with SEGETIS Ltd and will provide to the shareholder the proxy form for the General Meeting. Alternatively, the depositary bank will deliver to the shareholder a confirmation that his/her shares are blocked (until the day following the General Meeting). In that latter case, the shareholder must send the confirmation to SEGETIS Ltd, which will issue and send the proxy form to the shareholder. Requests for the issuance of proxy forms must reach SEGETIS Ltd by 12 June 2023 at noon latest (Swiss time).

### Représentation et procuration

Les actionnaires qui souhaitent attribuer une procuration au Représentant Indépendant doivent dûment compléter le formulaire de procuration, avec les instructions de vote y relatives, le signer et le retourner par courrier à SEGETIS SA (à l'adresse susmentionnée), laquelle doit recevoir ledit formulaire de procuration au plus tard le mardi 13 juin 2023 à midi (heure suisse).

Tout changement relatif aux instructions de vote reçu par SEGETIS SA après le 13 juin 2023 midi (heure suisse) ne sera pas traité.

En l'absence d'instructions de vote sur le formulaire de procuration, le Représentant Indépendant s'abstiendra de voter. Cette règle s'appliquera également aux objets qui ne sont pas inclus dans cette convocation mais qui pourraient être soumis lors de l'Assemblée Générale.

### Representation and Proxy

Shareholders who wish to issue a proxy to the Independent Proxy must complete the proxy form accordingly, with the necessary instructions, and sign and return the proxy form by post to SEGETIS Ltd (at the address indicated above), which must receive the proxy form by no later than Tuesday 13 June 2023 at noon (Swiss time).

Changes to voting instructions received by SEGETIS Ltd after 13 June 2023, noon (Swiss time) will not be processed.

In the absence of specific voting instructions on the proxy form, the Independent Proxy shall abstain from voting. This also applies to proposals which are not included in this invitation and might be submitted during the Ordinary General Meeting.

### Vote électronique

Les instructions de vote au Représentant Indépendant peuvent également être émises électroniquement à

### Electronic Voting

The voting instructions to the Independent Proxy can also be issued electronically via <https://geneuro.netvote.ch>. The



l'adresse <https://geneuro.netvote.ch>. Les données d'accès figureront sur les formulaires de procuration envoyés aux actionnaires. Le mandat et les instructions au Représentant Indépendant devront être saisis en ligne au plus tard à midi (heure suisse), la veille de l'Assemblée Générale (le mardi 13 juin 2023).

login details will be indicated on the proxy forms sent to the shareholders. The mandate and instructions to the Independent Proxy must be given online by no later than noon (Swiss time) on the eve of the General Meeting (Tuesday 13 June 2023).

Genève, le 24 mai 2023

Geneva, 24 May 2023

Au nom du Conseil d'administration de GeNeuro SA

On behalf of the Board of Directors of GeNeuro SA

**Jesús Martin-Garcia**  
**Administrateur président**

**Jesús Martin-Garcia**  
**Chairman**